La situation économique

M. Rae: Mon collègue dit qu'il ne faut pas l'en rendre responsable. Le ministre a des devoirs. Au lieu de présenter une politique énergétique qui n'est ni chair ni poisson pour prétendre ensuite que dans son budget . . .

Une voix: Ni poisson?

M. Rae: Effectivement, elle serait plutôt comme une anguille. Il a le devoir de présenter un budget qui s'attaque aux problèmes économiques à long terme, à notre situation d'économie coloniale. Et c'est parce que nous avons une économie coloniale que la montée des taux d'intérêt aux États-Unis nous plonge dans la conjoncture actuelle.

Si nous ne nous décidons jamais à sortir de ce cercle vicieux, à nous libérer de ce boulet et à nous engager dans une nouvelle voie toute différente, nous nous retrouverons dans le même pétrin dans six ou huit mois, comme la fois précédente et nous aurons donc les mêmes problèmes, seulement ils seront encore plus aigus. L'hémorragie des devises servant à payer les dividendes et à assurer le service de la dette sera encore plus affaiblissante. Les taux d'intérêt dépasseront 25 ou 27 p. 100. Cela n'a pas de sens. Il faudra sortir un jour de cet étau. Nous l'avons déjà dit au comité il y a un an, et nous le répétons encore une fois.

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a reproché au ministre des Finances (M. MacEachen) d'avoir tardé à intervenir dans le débat de ce soir. Ce n'était pas par crainte de ce qu'il avait à dire. Il a pensé qu'il lui fallait d'abord attendre de savoir ce que l'opposition avait de sensé à dire. Mais après avoir entendu le chef du NPD et trois orateurs conservateurs d'affilée il a vu qu'il n'en sortait rien d'utile, et il a compris qu'il ne servait à rien d'attendre.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention ce que le chef du Nouveau parti démocratique et le chef de l'opposition (M. Clark) ont dit sur ce sujet. Les larmes de crocodile du chef de l'opposition ne nous ont pas trop émus. La façon dont il s'est comporté pendant le discours du ministre des Finances n'a pas manqué de nous étonner. Nous imaginons avec quels sentiments de déception, d'amertume et d'inquiétude il voit se dessiner des menaces non seulement dans les derniers rangs de son groupe, mais parmi ceux qui siègent à sa droite et à son côté tandis que les divers challengers poussent leurs pions en prévision de la campagne d'investiture de son parti. Quoi qu'il en soit, rien de tout cela ne justifiait . . .

● (2240)

Une voix: Vous semblez plus dépité que le ministre de l'Agriculture (M. Whelan).

M. Lalonde: Rien de tout cela ne justifiait l'attitude puérole qu'il a affichée ni les insultes dont il a abreuvé le ministre des Finances pendant son discours. Je trouve pareille conduite indigne de la part du chef de l'opposition.

Les députés d'en face, surtout les conservateurs, se sont plaints du problème de l'énergie et se sont dits inquiets du prix plus élevé que les Canadiens devront payer le combustible. Nous partageons leur inquiétude. Nous l'avons prouvé dans le Programme énergétique national.

Non seulement les conservateurs cachent mal leur jeu, mais, après avoir écouté le député de Capilano (M. Huntington), je dirais même qu'ils ont abattu leurs cartes. En fait, ils défendent les intérêts des grandes sociétés pétrolières. Rien d'autre, et ces derniers jours, après avoir essayé de plaider la cause de l'industrie pétrolière, ils se sont rendu compte qu'ils se compromettaient encore plus.

Ils ont essayé de faire croire que l'industrie baissait énormément et que tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays allaient se retrouver au chômage.

On nous a parlé des sociétés pétrolières au cours des trois ou quatre derniers jours comme jamais depuis des années. Qu'en est-il exactement? A en croire certains députés de l'opposition, il y aurait un véritable défilé des sociétés de forage d'Edmonton jusqu'à la frontière, qui émigrent vers le Sud. Qu'en est-il exactement? En réalité, les derniers chiffres parus indiquent qu'entre 15 et 20 sociétés de forage sont parties aux États-Unis depuis la fin du mois d'octobre. Actuellement, une centaine de sociétés de forage seraient inactives; c'est beaucoup, direz-vous? Il y a exactement le même nombre de derricks inactifs que l'année dernière à la même époque quand on en comptait en tout 572.

Quelle était la situation avant le budget? Les Conservateurs voudraient nous faire croire que c'est le budget qui a provoqué cette cascade d'événements. Il conviendrait de bien situer les choses dans leur perspective exacte. Il faudrait donner les faits. Permettez-moi de citer un extrait d'un article paru dans le *Journal d'Edmonton*, au risque d'être accusé de citer une source favorable. Il s'agit d'un article paru le 10 décembre sous la plume de Gordon Jaremko. Il était chargé de rapporter ce qui se disait lors des séances que l'Office national de l'énergie consacrait à l'offre et à la demande dans l'industrie pétrolière. Que dit l'article? Voici:

Lorsqu'ils parlent d'un puits stérile, les pétroliers utilisent l'expression «trou sec» . . . et les députés conservateurs forent probablement un trou sec lorsqu'ils imputent au budget du 28 octobre le blâme de l'exode des derricks.

Selon les témoignages que l'Office national de l'énergie a entendus, les pétroliers avaient le regard tourné vers l'étranger bien avant que le ministre des Finances Allan MacEachen ne hausse ses impôts.

L'article poursuit:

Mais les mémoires que l'industrie pétrolière a présenté lors des audiences que l'Office a consacrées aux perspectives en ce qui a trait aux approvisionnements de pétrole témoignent que le secteur connaissait un certain ralentissement l'été dernier après avoir connu quatre années de très fébriles activités.

Plus loin, nous lisons ce qui suit:

Le relevé effectué par les responsables de ce secteur donne fortement à entendre que les pétroliers canadiens tiennent à forer là où se trouvent les marchés.

Les prix canadiens «ne constituaient pas à leurs yeux un obstacle majeur à la croissance», ce qui indique que les exploitants étaient disposés à échanger une partie de leurs revenus par unité contre une augmentation du volume global de leurs ventes.

Qu'en est-il vraiment, aujourd'hui? A en croire le chef de l'opposition officielle, l'Alberta entre dans une grande dépression, entraînant avec elle le reste du Canada. Encore ici, je vous citerai une source albertaine, un M. William Barratt de la firme Western Economic Consultants d'Edmonton. Récemment, lors d'un discours prononcé à une conférence tenue à Banff sur les relations industrielles, il a placé le budget en perspective, en prononçant ces paroles que je cite: